

Les travailleurs émigrés de l'émirat sont les premières victimes de la crise

Dubaï
Envoyée spéciale

Ils sont tombés comme des pierres, du haut du vingt-septième étage du building qu'ils étaient en train de construire. L'accident s'est produit le 30 novembre, dans le quartier de Burj Khalifa. Les deux hommes avaient 27 et 24 ans. Ils étaient indiens.

Dubaï, comme l'ensemble de la Fédération des Emirats arabes unis, est peuplé à 90 % d'étrangers. Les Indiens sont les plus nombreux. Viennent ensuite les Pakistanais, puis les Iraniens, les Sri-Lankais, les Philippins et les Chinois. Si certains, parmi les

Indiens et les Pakistanais surtout, réussissent à décrocher des emplois de cadres (directeurs financiers, trésoriers ou comptables), l'immense majorité de ces travailleurs émigrés travaille sur les chantiers, dans la restauration ou l'hôtellerie.

Ils seraient 500 000 étrangers à avoir quitté Dubaï du fait de la crise, ces deux dernières années. Chiffre invérifiable. « Dubaï s'est vidée. La preuve: il n'y a plus d'embouteillages », disent les expatriés occidentaux. Une affirmation contestée car de nouveaux échangeurs ont été construits, facilitant la circulation. L'émirat étant le carrefour d'un va-et-vient perma-

nent, le nombre d'arrivées a pu compenser celui des départs. Mais les embauches se font à présent plus dans le secteur des services que dans celui du bâtiment.

Si les Européens bénéficient d'une excellente qualité de vie, il n'en va pas de même des travailleurs originaires des pays asiatiques. La quasi-totalité est là sans leur famille à qui ils envoient les trois quarts de leur salaire. La nuit, ils s'entassent à quatre, sept, voire dix, dans une pièce, dormant dans des lits gigognes. Pour la location de ces *bedspaces*, chacun paie quelque 500 dirhams (103 euros) par mois. « Je ne connais pas les immenses malls dont on parle

tant. Pendant mon jour de congé hebdomadaire, je dors, afin de ne pas dépenser mon argent », dit une Philippine, vendeuse dans un magasin de vêtements. Elle n'a pas revu sa fille de 3 ans depuis deux ans. C'est sa mère qui élève l'enfant à Manille.

Lassitude et amertume

« Je m'estime heureux par rapport aux Indiens et aux Pakistanais. Eux ont si peur d'être renvoyés dans leur pays qu'ils acceptent tout. Moi, en tant qu'arabe, je suis à peu près respecté », dit un Marocain, cuisinier dans un restaurant de la marina. Mais depuis la crise, mon salaire a été divisé par

deux, et je n'ai rien pu dire ! » Chauffeur de taxi depuis cinq ans à Dubaï, un Pakistanais d'une quarantaine d'années se déclare « dégoûté » : un mois sur deux, il ne touche que 50 % de son salaire. « Mon patron dit qu'il doit payer des amendes pour des fautes que j'aurais commises : excès de vitesse, mauvais stationnement, etc. Comment prouver que c'est faux ? », dit-il avec lassitude, avant d'ajouter : « Ici, ils se font de l'argent sur le dos des pauvres. » Un sentiment largement partagé. « C'est nous qui construisons ce pays, mais nous n'avons aucun droit », confie, amer, un artisan indien. ■

Fl. B.